

AFGHANISTAN 2011: UN ARCHIPEL DE SOUVERAINETÉS

La situation de l'Afghanistan en 2011 est loin de correspondre aux projections optimistes que l'on pouvait avoir près de dix ans auparavant, à la chute des talibans. Ces derniers ont reconstitué leurs forces et semblent bénéficier d'une popularité renouvelée dans le sud et l'est du pays. Alors que le président Karzaï adopte un discours de plus en plus ouvertement antioccidental, de nombreux experts internationaux expliquent l'échec du processus de reconstruction par la corruption qui gangrène à chaque niveau l'administration afghane. Le dilemme qui revient sans cesse dans les conversations est le suivant: doit-on contourner le gouvernement national et ainsi contribuer un peu plus à son incapacité à délivrer les services de base ou au contraire passer par les structures étatiques et inévitablement nourrir les réseaux clientélistes que les notables ont mis en place?

Au-delà de cette alternative, qui sonne comme une aporie, on ne peut être que frappé par la multiplication des acteurs de la reconstruction et du développement, ainsi que par le manque de coordination voire la concurrence qui règnent entre eux. Au niveau de l'État afghan, le Ministère de la Réhabilitation Rurale et du Développement et le Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Élevage sont en compétition pour obtenir les faveurs des bailleurs de fonds; le Ministère de l'Intérieur et le Directeurat Indépendant pour la Gouvernance Locale se déchirent sur leurs mandats respectifs sous l'arbitrage hésitant de la présidence. Les organisations multilatérales (comme la Banque mondiale ou le PNUD) et bilatérales (USAID, DFID, JICA, GTZ, DDC...) planifient quant à elles leur action sans toujours se concerter. Les forces armées étasuniennes et l'ISAF proposent également sans en référer à quiconque toute une série de projets de développement par l'entremise des Provincial Reconstruction Teams (PRT). Les ONG, qui se sentent menacées dans leurs financements, reprochent à ces équipes militaro-civiles d'être guidées par des considérations tactiques et non par les besoins des populations bénéficiaires, d'une part, et de contribuer à un mélange des genres qui menace l'indépendance de la sphère humanitaire, de l'autre.

Mais un nouvel acteur occupe un place de plus en plus importante sur la scène afghane: les compagnies privées, qu'elles soient de développement, de sécurité ou encore de construction. Lors d'une soirée privée, un haut gradé américain responsable de l'équipe de lutte anticorruption de l'ISAF (CJIATF-Shafafiyat), confie que cinq grandes compagnies privées de développement américaines – telles que Development Alternatives, Inc. (DAI) ou Chemonics – s'accaparent 80% des 4 milliards de dollars constituant le budget afghan de USAID pour 2011. Une part prépondérante de cet imposant montant est constitué par les salaires des expatriés. En effet, ces compagnies se sont fait une spécialité des *Capacity Development Programs* ou CDP, qui consistent en de petits ateliers de formation et de sensibilisation dispensés par des experts, le plus souvent directement parachutés d'Amérique du Nord. Leur contribution au développement de l'Afghanistan reste à démontrer, alors que les juteux mandats semblent attribués de façon particulièrement peu transparente.

Du côté afghan également, l'air du temps a changé. Alors qu'il y a quelques années, les ONG locales champignonnaient dans un effort de capter les ressources de l'aide venant de l'extérieur, on se trouve confronté aujourd'hui à un nouveau modèle: des consortiums de compagnies privées (actives dans le domaine du bâtiment, de la logistique et du transport ou encore de la production agricole) qui incluent une ONG. Entrepreneurs et politiciens s'associent en se répartissant les tâches, ceux-là assurant les revenus, ceux-ci procurant les contacts et les contrats. Acheminons-nous vers une privatisation de la reconstruction et de l'aide au développement? Assiste-t-on à la fin de l'ère des ONG ou en tous les cas à l'intégration de l'effort de reconstruction à la politique étrangère des États bailleurs de fonds?

Face à la pluralité des pratiques de développement et à leur ambiguïté, il faut être borgne pour se contenter de blâmer la corruption de Karzaï et son entourage ou des grandes figures de la résistance antisoviétique. Il est urgent de prendre également la mesure des effets pervers de la présence internationale en Afghanistan. Ceux-ci se font sentir par exemple dans la coexistence au sein de chaque ministère afghan de fonctionnaires de base de l'État qui sont payés en monnaie nationale (entre 5000 et 30'000 afghanis, soit entre 100 et 600 dollars environ), d'employés dits *superscale*, qui reçoivent des bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux un supplément de plusieurs centaines dollars (parfois jusqu'à \$2000 et plus), et de personnes travaillant dans le cadre de programmes financés directement par la Banque mondiale, le PNUD, la FAO et dont les salaires se montent souvent à plusieurs milliers de dollars. Ainsi le directeur afghan d'un programme de développement soutenu par le PNUD touchera un salaire de base supérieur à celui d'un ministre ou d'un vice-ministre, un chauffeur des Nations Unies plus qu'un professeur d'université.

Les *ghost soldiers* serbes chargés d'assassinats ciblés en dehors de tout contrôle étatique, dont tout le monde parle mais dont personne ne reconnaît l'existence, comme les tentatives infructueuses de Hamid Karzaï d'interdire les compagnies privées de sécurité en été 2010 sont d'autres illustrations des distorsions auxquelles la présence internationale conduit. Face à ces limitations du pouvoir de l'État et cette multiplicité des centres de décision, l'Afghanistan apparaît comme un espace politique éclaté où coexistent des modes concurrents d'action, de légitimation et de redistribution des ressources... un archipel de souverainetés!

Pourtant, tout n'est pas noir. Kaboul, malgré les attentats, offre la vision somme toute peu surprenante d'une métropole du tiers monde, polluée, engorgée par le trafic chaotique, poussiéreuse sous le soleil, boueuse sous la pluie et la neige. La classe moyenne n'est pas inexistante; ses membres cherchent souvent à éviter le nord de la capitale, où les internationaux s'agglutinent, et préfèrent des quartiers plus discrets, comme Kart-e Seh ou le nouveau lotissement de Shahrak-e Sabz, non loin de l'ancien palais de Darul Aman. Dans ces secteurs peu fréquentés par les Occidentaux, le conflit semble lointain. Les cafés et restaurants fleurissent. Ils n'imposent aucune mesure de sécurité et offrent autant de lieux de rencontre à une jeunesse qui n'a jamais connu les combats ni le régime des talibans. Malgré la situation peu réjouissante, souvenons-nous en effet que 43,6% de la population afghane a entre 0 et 14 ans selon le World Factbook de la CIA¹. À l'École nationale de musique, je surprends les contacts furtifs entre deux couples d'adolescents qui écoutent – comme moi – un virtuose nord-américain accompagnant au violon un grand maître bangladaï qui joue du sitar. À la pause, j'entends sans le vouloir des bribes de leur conversation et reconnais les tonalités iraniennes de leur persan. Ces *irānigak* («Petits Iraniens») effrontés amènent de Téhéran, Mechhed ou Chiraz, où ils ont grandi et parfois sont nés avant d'être expulsés avec leurs familles, des manières subtiles de contester l'ordre social et politique. Cette jeunesse qui flirte par SMS réinvente la vie en société et nous enseigne – comme on a pu le voir ces dernières semaines en Afrique du Nord et au Moyen-Orient – que l'espoir n'est jamais perdu.

Genève, le 28 février 2011

Alessandro Monsutti *

* anthropologue, IHEID, Genève

¹ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html>, consulté le 27 février 2011.



Kaboul, février 2011. Photo Alessandro Monsutti